

ministre n'a fait preuve d'aucune autorité sur la question de la modernisation des armes nucléaires.

Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas son ancien ambassadeur dans le domaine du désarmement et ne conteste-t-il pas la modernisation des armes nucléaires?

Pourquoi le gouvernement canadien ne s'oppose-t-il pas à toute modernisation des armements et ne préconise-t-il pas non seulement la suppression des missiles sol-air, mais encore des missiles de croisière air-air et mer-air?

Pourquoi le ministre croit-il que c'est une bonne idée de continuer à pointer ces armes sur les populations de l'Allemagne de l'Est, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de tous les autres pays qui sont désormais des démocraties et qui s'efforcent de faire partie de la communauté internationale? Pourquoi trouve-t-il que c'est une bonne idée?

**L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, je m'étonne que mon collègue n'ait pas suivi de plus près la conférence qui s'est tenue à Kananaskis.

À l'instar de nos alliés, nous avons accueilli favorablement la décision du président Bush de ne plus moderniser l'artillerie nucléaire ni le Lance.

Le député devrait se réjouir de ce que le président des États-Unis ait pris une telle initiative et se soit engagé à entamer des négociations dès que les ententes sur les forces conventionnelles seront conclues et signées.

Même si la formulation de sa question laisse entendre le contraire, le député comprend sans aucun doute qu'il n'est pas possible de faire comme si la technologie nucléaire n'existait pas. Pour assurer la défense des pays de l'OTAN, il nous faut compter sur le pouvoir dissuasif d'armements qui assurent la paix en Europe depuis 45 ans.

• (1500)

**M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona):** Monsieur le Président, je pense que la réponse du ministre est explicite. Dans ce domaine, le Canada se contente d'accueillir favorablement, d'approuver ou de réagir autrement aux décisions prises ailleurs, à Washington en l'occurrence.

Quand les décisions se prendront-elles au Canada? Qu'est-ce qui empêche le Canada de décider de ne pas prendre part à certains essais nucléaires, notamment aux essais d'armes nucléaires à courte portée qui continuent

### *Décision de la présidence*

d'être pointées vers Europe de l'Est? Pourquoi tant chercher à maintenir des moyens de défense contre des gens qui ne sont plus nos ennemis, s'ils l'ont jamais été?

Pourquoi refuser de consulter les Canadiens? Quand consultera-t-on les Canadiens dans le cadre de l'examen de la politique de défense qui est en cours? Pourquoi ne pas faire des confidences aux Canadiens pour une fois? Peut-être diront-ils au ministre de faire preuve d'un peu de leadership au lieu de se contenter d'obéir au président Bush.

**L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale):** Je sais qu'il y a dissension au sein du Nouveau Parti démocratique sur l'opportunité de continuer d'appartenir à l'Alliance atlantique. Il se trouve que le Canada, comme sa population d'ailleurs, croit avantageux pour un pays non nucléaire tel que le Canada de se garder d'imposer sa façon de voir à ses alliés. En tant que membre de l'OTAN, nous pouvons participer aux décisions autant que d'autres pays non nucléaires.

Je ne prétends pas qu'il le fait exprès, mais le député induit la Chambre en erreur lorsqu'il laisse entendre que le Canada a pris part à des essais nucléaires.

**M. Blaikie:** Et les missiles de croisière, alors?

**M. McKnight:** Le député ne sait manifestement pas ce qu'est un missile de croisière. C'est le système de guidage qui est mis à l'essai.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McKnight:** Tout de même! Monsieur le Président, le député prétend que le Canada a mis à l'essai des missiles nucléaires. Le Canada n'a rien fait de tel et le Nouveau Parti démocratique devrait dire la vérité aux Canadiens.

\* \* \*

## LA QUESTION DE PRIVILÈGE

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENCE

**M. le Président:** Aujourd'hui, le député de Dartmouth et la députée de Sudbury ont soulevé une question de privilège à propos d'une annonce à la radio reliée à la loi sur la taxe sur les produits et services actuellement au Sénat.

Le député de Dartmouth a eu l'amabilité de fournir à la présidence une transcription de ce message radiophonique, en Français et en anglais.